**Contexte historique /**

La propriété intellectuelle bouscule la conception commune de la propriété, s’il est vrai que le droit de l’inventeur s’affirme comme un droit naturel et impose à l’État une certaine réserve, ce dernier peine toutefois à bâtir un cadre institutionnel et pratique pour rendre possible le compromis libéral (fondé en 1791 et repris, sous une autre forme, en 1844). Au XIXème siècle, des acteurs privés parviennent à faire vivre cette propriété utopique. Juristes, agents de brevets, sociétés industrielles, en diffusant l’information technique, déchargent l’État de sa responsabilité et construisent un cadre institutionnel. Mais la brutale accélération de l’innovation à la fin du XIXe siècle vient toutefois ébranler cet équilibre. L’internationalisation de la propriété industrielle rend nécessaire une affirmation plus forte de l’État qui doit se porter garant des traités internationaux.

En 2002, l’*Institut* a publié l’ouvrage sous le titre *Aux sources de la propriété industrielle, Guide des archives de la propriété industrielle*, ouvrage destiné à tous les chercheurs intéressés par ces archives d’un intérêt historique exceptionnel. Aujourd’hui, trois bases de données nous sembles essentielles.

* La base de données mondiale, disponible gratuitement sur Internet via le site de l’OEB (Office européen des brevets) elle couvre l’ensemble des dépôts de plus de 90 pays et contient 65 millions de notices.
* Les deux bases de données américaines, disponibles sur Internet via le site de l’USPTO, elles couvrent les brevets en cours de demande et les brevets accordés. Elles sont également accessibles viaGoogle Patent qui indexe tous les brevets US.

2 min Arthur

**C'est quoi un brevet { def ; diff entre Europe et national et étapes pour en déposer un européen } /**

Le brevet d’invention est un titre de propriété industrielle protégeant une invention sur une durée déterminée, qui confère à son titulaire ou à ses ayants cause un droit exclusif d’exploitation à compter du dépôt de sa demande de brevet. En principe, la protection obtenue est limitée au territoire de l’État où le dépôt a été effectué.

En France, les brevets sont délivrés par l’INPI. Les brevets européens sont délivrés par l’OEB, qui regroupe 38 pays. Le système de dépôt international est le PCT. Le déposant peut trouver un avantage opérationnel à déposer une demande de brevet européen en raison de la centralisation de la procédure à l’OEB et du nombre d’États concernés.

Avant toutes choses, en cas de première demandes en France, le déposant doit obligatoirement commencé par la déposer à l’INPI. Ensuite, votre brevet d’invention doit respecter des conditions strictes : être nouvelle, impliquer une activité inventive et être susceptible d’application industrielle.

Après avoir déposer une demande, l’organisme OEB vous renvoie un dossier complet sous 6 à 8 mois, contenant leur avis sur votre idée. Vous avez ensuite 6 mois pour vous adapter ou non aux remarques faites par le jury. Puis, vous pouvez vous positionner pour lancer définitivement la publication de la demande de brevet. A partir de ce moment, votre demande sera publique sur les bases de données évoquées précédemment.

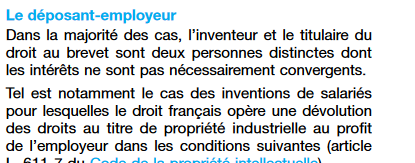
Coût total sur 20ans : 25 000 €

3min Axel

**rôles des acteurs d'un brevet /**

Il y a deux acteurs à distinguer : l’inventeur et le déposant.

Pour déposer un brevet, il faut obligatoirement un inventeur. En théorie, le droit au brevet appartient en premier lieu à l’inventeur, la pratique démontre que la plupart des brevets ne sont pas déposés par celui-ci mais par l’entreprise à laquelle il est rattaché (elle devient le déposant).



L’inventeur bénéficie de plusieurs droits, comme son titre *par exemple : action en revendication d’un inventeur stagiaire qui conserve ses droits sur sa contribution inventive* ou une rémunération supplémentaire

Vis-à-vis du déposant, l’inventeur peut impacter la quote-part à laquelle ils peuvent prétendre sur la propriété du brevet, et constituer un argument marketing.

Si l’inventeur et le déposant sont deux personnes différentes, le déposant bénéficie d’un droit de citation en qualité d’inventeur et d’une contrepartie financière qui dépend de la nature de l’invention.

2min Arthur

**La contrefaçon /**

Lorsque le brevet porte sur un procédé, le propriétaire peut interdire l’utilisation de ce procédé. Si quelqu’un va à l’encontre de cette interdiction, il réalise une contrefaçon.

La contrefaçon peut être prouvée par tous moyens. Parmi ces moyens, la saisie-contrefaçon est souvent présentée comme « la preuve reine » en ce qu’elle permet au breveté de faire décrire ou saisir les produits ou procédés supposés contrefaisants. C’est une procédure grave, qui doit être maniée avec vigilance et prudence. L’annulation des opérations de saisie peut également donner lieu à l’octroi de dommages et intérêts au saisi. C’est une procédure judiciaire très lourde.

Tout le monde n’est pas habilité à faire une saisie de contrefaçon cf. tab p2 de 1638

Si l'action en contrefaçon est reconnue comme fondée, le tribunal condamne le contrefacteur : à la cessation définitive de la contrefaçon et au paiement de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé au demandeur. L'ordre de cessation peut être assorti d'une astreinte. Et le tribunal peut également autoriser la publication du jugement ou d'un extrait de celui-ci dans un ou plusieurs journaux, aux frais du contrefacteur.

3 min Juliette

**exemples de brevet bien utilisé / d’une contrefaçon /d’un non-dépôt de brevet**

3\*2min chacun

1 : [Arthur](https://www.igen.fr/iphone/apple-remporte-un-brevet-decisif-sur-le-tactile-14341)

2 : [Axel](https://www.topito.com/top-gens-piquent-decouvertes-inventions-autres-cest-moche)

3 : [Juliette](https://www.wipo.int/wipo_magazine/fr/2005/06/article_0003.html#:~:text=Ce vieux rêve de l,invention allait changer le monde)